

Le désarroi d'un petit village face au chantier de la ligne Lyon-Turin

REPORTAGE - À Villarodin-Bourget, où les travaux ont commencé il y a dix-neuf ans, les habitants dénoncent les nuisances d'un projet sans fin.

> Par Sandy Plas Publié il y a 6 heures, mis à jour il y a 6 heures



Le désarroi d'un petit village face au chantier Lyon-Turin

À Villarodin-Bourget, où les travaux ont commencé il y a dix-neuf ans, les habitants dénoncent les nuisances d'un projet sans fin.

SANDY PLAS

VILLARODIN-BOURGET (SAVOIE)

ENVIRONNEMENT Après avoir traversé Modane, porte d'entrée de la vallée de la Haute-Maurienne (Savoie), la route s'échappe à flanc de montagne pour rejoindre Villarodin-Bourget. Depuis l'entrée de ce petit village de 520 habitants, le regard porte au loin sur les sommets enneigés. Les maisons récentes bardées de bois se mêlent aux constructions anciennes, occupées depuis plusieurs générations. «Dans le village, il y a pas mal de retraités, mais on a aussi des familles plus jeunes aui s'installent, attirées par le calme et l'environnement», explique Gilles Margueron, le maire de la commune.

Mais depuis quelques années, le cadre de vie a sensiblement changé. Le petit village est au cœur du gigantesque projet de construction de la liaison ferroviaire Lyon-Turin, soutenu par l'Union européenne, la France et l'Italie. Il s'inscrit dans la création du «métro européen» dont l'objectif est de traverser le continent d'est en ouest. Lancée en 1991, l'opération, qui cumule quinze ans

de retard, pourrait atteindre un coût total de 9,6 milliards d'euros, selon une estimation de la Cour des comptes européenne, pour un objectif de mise en service en 2030.

À Villarodin-Bourget, le chantier de la ligne Lyon-Turin fait partie du quotidien des habitants depuis dixneuf ans. En 2002, les travaux ont débuté pour creuser, sous le village, une des trois descenderies construites côté français, pour accéder au futur tunnel de 57 kilomètres qui reliera la France et l'Italie. Les travaux de cette galerie de 4 km se sont achevés en 2007, mais Jocelyne Bizel, dont la maison se situe sur le tracé de la descenderie, se souvient encore «des tremblements dans toutes les pièces et du bruit des engins, comme un ronronnement qui ne s'arrête jamais ».

À l'époque des travaux de la descenderie, Gilles Margueron n'était pas encore maire. Mais lui aussi se souvient «des maisons fissurées, du bruit, de la poussière et des habitants qui essayaient de se faire entendre». Élu en 2008, il devient alors le seul maire de la vallée à s'opposer publiquement au projet. «Quand on a su que les 3 millions de mètres cubes de



Le maire de Villarodin-Bourget (Savoie), Gilles Margueron, tente de s'opposer depuis plusieurs années au chantier de construction de la liaison Lyon-Turin (ici, en contrebas du village, le 6 avril).

SANDY PLAS

déblais qui sortiraient par la descenderie pendant le creusement du tunnel seraient entreposés chez nous, on a commencé à mesurer les conséquences pour la commune », explique cet enfant du pays, «pas plus écolo que ça», mais qui juge aujourd'hui le projet «totalement inutile», compte tenu de la baisse du trafic routier enregistrée depuis vingt ans dans la vallée.

Il refuse alors de vendre les 4 hectares de forêt situés sur le versant qui fait face au bourg, où l'entreprise

TELT, en charge de la construction du Lyon-Turin, a prévu d'entreposer les pyramides de déblais qui sortiront du tunnel. Expropriée au terme d'une longue procédure, la mairie refuse aujourd'hui de toucher aux 80 000 euros consignés à la Caisse des dépôts. «On ne veut pas de cet argent», répète Gilles Margueron, qui a assisté, impuissant, à la coupe rase de cette parcelle de forêt il v a deux ans, comme il assiste aujourd'hui au tassement de son église, dont le clocher commence à pencher, sans qu'on sache encore si la descenderie, qui passe sous l'édifice, peut-être mise en cause.

La contestation s'organise

À l'automne dernier, le chantier est entré dans une nouvelle phase, avec la construction d'un puits d'aération, et le village fait face à nouveau aux nuisances liées aux travaux. Alors, entre sentiment d'impuissance et colère, la contestation s'organise, au travers de plusieurs associations locales, dont certaines ont déposé des recours contre le chantier. La semaine dernière, des habitants se sont interposés pour barrer la route à un semi-remorque, nécessitant l'intervention des gendarmes. Les drapeaux «No TAV», du nom de ce mouvement né en Italie pour s'opposer au Lyon-Turin ont commencé à refleurir un peu partout. Ou'ils soient opposés à ce projet, ou simplement attachés à leur cadre de vie, tous font part de leur lassitude : «Ca fait vingt ans que ca dure et aujourd'hui, personne ne peut dire quand ca finira. On a l'impression de faire les frais d'un projet qui ne verra peut-être jamais le jour », souffle Aurélie Bermond, présidente de l'association du Moulin, créée en 2001 pour défendre les droits des habitants.

En attendant de voir se dessiner des perspectives claires pour l'avenir, le maire, dont l'arrêté municipal qui tentait d'interdire le passage des camions de chantier dans son village a été cassé par le tribunal administratif cet hiver, garde l'espoir d'être prochainement rejoint par d'autres : «Les choses bougent, les élus commencent à prendre conscience des conséquences du projet sur leur territoire. Et ils voient bien qu'avec tout cet argent, on aurait pu faire quelque chose de beaucoup plus utile pour nos vallées.»